
BRUNO ÉTIENNE

POUR L'ENTRÉE DE LA TURQUIE
DANS L'UNION EUROPÉENNE
LA VIEILLE EUROPE MALADE
ET LE JEUNE HOMME TURC

129

LA COMMISSION EUROPÉENNE A ANNONCÉ fin juin que l'ouverture de pourparlers en vue des négociations pour l'adhésion de la Turquie se tiendrait à la date prévue, c'est-à-dire le 3 octobre 2005, et selon le calendrier initial qui examinera les 35 volets définis et ce, sans garantie de résultat positif pour la Turquie.

Voilà qui est clair et qui dément certains arguments utilisés à l'envi, avec une malhonnêteté surprenante, par les tenants du « non »... et par certains tenants du « oui » lors de la campagne référendaire sur la ratification du traité constitutionnel européen.

PAROLES ÉLECTORALES

Nos élites politiques ont atteint parfois des sommets surréalistes. M. de Villiers s'est particulièrement distingué, terminant un meeting à la veille du vote par cette profession de foi sans grand risque : « Vive l'Arménie martyre... ! »

Effectivement, la Turquie dans ou hors l'Europe a été l'une des variables – sans doute pas déterminante mais tout de même forte – utilisée par les tenants du « non ». Un échantillon permet de classer les arguments avancés par les uns et les autres plus d'un an avant le référendum sur la « Constitution » européenne mais tous repris et rabâchés pendant la campagne électorale : il me semble que le pompon revient à M^{me} Bachelot qui dès le 7 juin 2004 a déclaré : « Dans ce cas, pourquoi

ne pas y faire entrer l'Afghanistan ? » L'amalgame inconscient (?) sur l'islam terroriste ou intégriste pointe mais ce qui me frappe tient au fait que l'utilisation de la Turquie comme épouvantail est bien antérieure à la campagne elle-même.

M. Emmanuelli déclare à *Libération* le 14 mai : « Pourquoi ne pas poursuivre comme les Croisés en Terre sainte ? Ou jusqu'aux pyramides et aux lacs africains ? » Cette fois, c'est le Jihad/Guerre sainte/Croisade qui transparait. On pensait pourtant que le parti « socialiste » n'était pas sur la position de G.W. Bush en la matière... M. Hollande, partisan du « oui », choisit une thématique plus franco-française, flattant le communautarisme (que son parti dénonce sans cesse) en déclarant à *Libération* le 4 juin : « J'ai signé hier avec les socialistes arméniens [*sic*] un texte exigeant la reconnaissance du génocide... avant l'ouverture de toute négociation... »

J'ai pu constater personnellement, dans notre région PACA où la population d'origine arménienne est très fortement implantée, que la totalité des leaders des partis politiques ont inauguré, en ligne et ensemble, des dizaines de monuments en mémoire du génocide arménien. Curieuse utilisation du clientélisme local pour des partis qui entretiennent par ailleurs la peur panique du communautarisme chez nos compatriotes. Mais certains sont plus honnêtes ou plus cyniques, comme M^{me} Françoise Grossetête (MPF) qui assène : « Même si la Turquie avait reconnu le génocide arménien nous serions contre son adhésion... » Voilà qui au moins est clair.

D'autres arguments plus sérieux sont avancés par Villiers et Chevènement entre autres, la peur de la fin de l'hégémonie du duo franco-allemand. Le 10 mai, Philippe de Villiers s'écrie : « La Turquie aurait plus de députés européens que la France... » Jean-Pierre Chevènement surenchérit : « Elle ferait, avec ses 75 millions d'habitants, exploser le système du vote à la majorité... » (*Libération*, 25 mai).

Les contradictions ne manquent pas à l'intérieur même des formations politiques qui s'auto-nomment du bel euphémisme « familles »... Ainsi, alors que Jacques Chirac et M^{me} Claudie Haigneré affirment la volonté de la France d'entamer ces négociations, le ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier (UMP), joue une autre partition devant l'Assemblée nationale le 7 avril : « Il n'est pas question d'une entrée de la Turquie à moyen et à court terme... » Certes on peut en déduire qu'il en est question à long terme... C'est un argument qui n'a guère été utilisé dans la campagne alors qu'il est évident que, si négociations il y a, elles vont durer une décennie et que le résultat,

incertain, interviendrait dans quinze ans ! Hervé de Charette, lui, est encore plus formel le 9 juin : « Si Chirac dit oui, il sera seul ! » Belle prémonition dont les élus UMP tireront peut-être quelques conclusions dans la bataille qui se prépare pour les prochaines échéances électorales... Mais je ne peux écarter l'hypothèse de la mauvaise foi démagogique de tous ceux qui insistent en ce sens. Triste démocratie... L'une des plus belles remarques à cet égard a été faite par M^{me} Christine Taubira le 9 juin : « Sujet majeur pour l'Europe en tant que force de paix dans le monde... il est regrettable au regard de la dignité politique qu'il fasse l'objet de marchandages et de revirements... »

Heureusement certains ont sauvé l'honneur, non sans risquer de contredire leur propre formation politique, parti ou famille... Ainsi Dominique Strauss-Kahn est quant à lui pour un élargissement à tout le pourtour méditerranéen... ce qui est une position que je défends depuis la première conférence de Barcelone : cap au sud !

131

SYNTHÈSE OU THÉORISATION DE L'ENJEU PAR-DELÀ LES DÉCLARATIONS

Pour « mériter » de rejoindre l'Union européenne les candidats sont invités à se rapprocher de « nos » valeurs. Certes, comme dans « les animaux de la ferme », certains sont plus égaux que d'autres. Ainsi je ne pense pas que la Pologne – qui a fait l'objet de critiques peu conformes à l'Internationale prolétarienne autrefois prônée par les partisans du « non » – remplisse toutes les conditions en supposant qu'existe un consensus minimal sur « nos » valeurs entre les Quinze déjà, puis entre les nouveaux entrants. Et là encore nous avons assisté à des affirmations surprenantes et à des assertions péremptoires tout au long de la campagne électorale référendaire. Dans une sorte de consensus mou, toute la classe politique française, pourtant laïque et qui avait fait enlever par le tandem Chirac/Jospin toute référence au patrimoine chrétien dans la Charte européenne, n'a eu qu'un cri : ces valeurs sont des valeurs « chrétiennes » certes complétées par les droits de l'homme, mais étant bien entendu que seules les sociétés « chrétiennes » avaient produit l'émancipation du sujet autonome... Est ainsi induit que la civilisation et la culture musulmanes sont inassimilables à nos valeurs pourtant universelles : donc que ces sociétés « musulmanes » doivent adhérer à « nos » valeurs sans qu'il soit clairement dit qu'elles doivent renoncer aux leurs.

C'est d'ailleurs ce que pensait... Atatürk¹.

Paradoxe pour tous ceux qui chantaient, il y a peu encore, les louanges d'une Turquie laïque comme modèle pour les pays arabomusulmans, les mêmes d'ailleurs qui soutenaient le régime laïc de Saddam Hussein en d'autres temps. Ce qui par parenthèse est inexact: l'État turc ne sépare pas mais gère le culte. Là encore il faudrait définir le sens de laïcité... à la française comme concept universel!

132 Certes tous les hommes (ou femmes) politiques n'ont pas prononcé le mot, mais l'argument principal avancé était bien que la Turquie est « musulmane ». On ne souligne donc plus le fait que ce pays était celui qui avait réalisé les plus grandes avancées vers la laïcité dans le monde musulman, mais à l'inverse on le dit tombé – par une contradiction aporétique de la démocratie! – entre les mains des islamistes²... Les peuples qui n'adhèrent pas à « nos valeurs » votent souvent mal! Et de rappeler le drame algérien avant la catastrophe iranienne. Toujours la peur, la peur de l'Autre comme altérité diabolique... Pourtant ce fut bien le gouvernement « islamiste » qui refusa le droit de passage aux avions américains pour aller bombarder l'Irak alors que les militaires – gardiens de la laïcité mais pas de la démocratie – le souhaitaient. C'est pourtant bien cette Turquie-là qui, aux marges du « monde libre », sert toujours et encore de *limes* dans le cadre de la théorie du double *containment* et d'une géopolitique stratégique vitale pour contrôler la *muslim belt* et donc les anciennes Républiques musulmanes ex-soviétiques nucléaires et pétrolières... d'autant plus vitale que notre allié et ami Poutine n'arrive pas à maintenir l'ordre dans le Caucase et que l'Iran est sur la liste noire de l'axe du Mal. La Turquie reste cependant le porte-avions de l'OTAN et permet même à l'aviation israélienne, qui n'a pas beaucoup d'espace aérien, de venir s'entraîner chez elle...

Alors l'amnésie et l'amnistie ont fonctionné à fond, par démagogie, cécité, oubli de l'Histoire et des promesses confirmées par le chef de l'État lui-même. Ou bien s'était-on volontairement trompé sur la nature laïque de la République turque depuis un siècle? De nombreux Turcs, et pas seulement les grands intellectuels, sont consternés de voir

1. Voir le bel ouvrage de Thierry Zarcone, *La Turquie, de l'Empire ottoman à la République d'Atatürk*, Gallimard, « Découvertes », 2005 – mais aussi ses travaux antérieurs.

2. Le Parti de la justice et du développement de Tayyip Erdogan, le maire d'Istanbul, est en fait un parti consensuel né après le coup d'État de l'armée en 1998, mais qui s'est séparé des islamistes durs du Parti de la vertu de Erbakan.

leur « européenité » contestée ainsi, alors que même le AKP a montré patte blanche sur de nombreux points tandis que certaines campagnes se déchaînaient à propos du divorce ou plus encore du problème kurde...

Il semblerait pourtant que le véritable débat ne concernait pas l'entrée de la Turquie dans l'Europe mais qu'il aurait dû porter sur le sens et la nature de l'intégration européenne et sur la nature même de l'union élargie qui n'a pas été – c'est le moins que l'on puisse dire – le thème le plus souvent et le mieux abordé... Il a même fallu, après le triomphe du « non », que nous subissions l'humiliation des pays les plus pauvres, Pologne en tête, qui se sont dits prêts à de gros sacrifices puisque les riches se repliaient sur leur pré carré... Non ! notre classe politique préfère se déchirer en débats furieux d'où ne sont pas absentes les ambitions de tous les « Iznogood » qui veulent être califes à la place du calife... tous sans exception invoquant avec une touchante conviction la sanction du peuple français et des peuples d'Europe... de M^{me} Buffet et Le Pen à MM. Emmanuelli et de Villiers.

133

QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS ? CELLE DU VOLKREIN OU DE LA MITTELEUROPA ?

Une des rares à répondre sérieusement à cette question, occultée sous le couple diabolisé d'une éventuelle « Europe libérale » opposée à « sociale », fut M^{me} Claudie Haigneré, alors ministre déléguée aux Affaires européennes qui déclare le 30 avril 2004 : « Le débat est aussi de savoir quelle Europe nous voulons en étant conscients que notre choix influera sur celui de la Turquie. » Voilà qui est bien dit. Mieux encore : « On dirait que moins l'Europe se comprend plus elle s'étourdit dans l'extension », prétend mon collègue et ami Michel Guérin dans « La grenouille et le taureau »³.

Par-delà l'islamité turque à la démographie dangereuse d'autres arguments ont été invoqués par les uns ou par les autres, parfois par les mêmes. Curieusement, alors que « nos valeurs » ont une prétention à l'universalité, c'est le problème des minorités qui a soulevé le plus de débats passionnés et émotionnels : le génocide arménien non reconnu par la Turquie, on l'a vu plus haut, et le problème kurde. Cela ne va pas sans poser problème. Passe encore que Danielle Mitterrand ait soutenu la cause de certains Kurdes mais pas d'autres puis celle des « chiapas »,

3. In *La Pensée de midi*, n° 14, « Aimer les différences », Actes Sud, hiver 2004/2005.

mais pas d'autres « sous-commandants » dans une Amérique latine qui ne manque pourtant pas de cas d'insurrections : c'est son droit comme celui de défendre le camp du « non »... Mais que la France de gauche et de droite unanime soutienne le combat kurde (que je considère comme légitime !), mais estime que ses propres minoritaires basques, corses, bretons, gitans (sans parler des minorités religieuses) ne sont que des arriérés dangereux tribalo-communautaristes et mafiosistes, est pour le moins contradictoire... En effet, les différents mouvements kurdes, aussi bien turcs qu'irakiens, sont aussi des partis « politiques » tribalistes, clientélistes, terroristes, ambigus sur leurs alliances « religieuses » et dont les chefs de guerre s'éliminent violemment... Ce qui ne justifie pas qu'on les gaze, bien entendu. C'est la contradiction qui me gêne : depuis longtemps (pensons au Liban multiconfessionnel, création artificielle de la III^e République), la France défend les minorités partout sauf chez elle...

Autrement dit, la Turquie – et son éventuelle admission dans l'Union européenne – nous oblige à nous poser des questions sur les véritables problèmes qui assaillent cette vieille femme malade qu'est l'Europe.

Il n'est bien entendu pas possible de résoudre toutes ces contradictions et de répondre à toutes ces interrogations, réelles ou fantasmées, en quelques mots. Mais je les souligne parce qu'elles ont été, très habilement, utilisées par toute la palette politique française. En revanche, peu d'hommes politiques semblent être gênés par la nature militaire du régime turc comme d'ailleurs par celles du régime algérien ou tunisien... Mieux vaut des militaires « laïcs » que des islamistes barbus... Les droits de l'homme passent depuis longtemps après la *realpolitik* et le business, dans ce cas comme en Chine et ailleurs.

La France donne beaucoup de leçons de morale politique à un monde qui n'en demande pas tant et il me semble qu'il y a pas mal d'hypocrisie dans les regrets de nos hommes politiques sur les jugements affichés à propos de tel régime que nous ne soutenons pas, alors que nous sommes peu regardants sur nos fréquentations. En fait, ce détour en forme de diatribe est justifié à mes yeux par l'affirmation suivante : ce ne sont pas les droits de l'homme qui sont en jeu à propos de la Turquie. La Turquie doit s'aligner sur les normes de la « démocratie de marché », sur l'individualisme qui fait de chaque personne « libre » un client potentiel.

Voilà la vérité toute crue, par-delà les critères et conditions définis à Copenhague ! Il y a donc une certaine hypocrisie (ou méconnaissance

de la part de nos hommes politiques ?) à lui promettre un statut particulier pour plus tard, statut qu'elle a déjà...

Le prétexte religieux est alors mis en avant: l'Europe ne peut intégrer l'islam – ni le turc ou ni un autre –, en revanche elle souhaite intégrer des hommes et des femmes individuellement. C'est l'individu qui doit entrer dans l'univers mental d'une laïcité conquise de haute lutte – par les seuls Français et quelques Belges – et non la religion qui exige de cogérer la vie publique. Autrement dit, l'Europe des « non » à la Turquie veut bien à la rigueur intégrer un Autre désintégré, coupé de ses racines et adhérant à « nos valeurs ». Un bon émigré est un Autre qui est devenu le Même.

On touche là les deux grandes malhonnêtetés de ce faux débat sur la Turquie: aucun État européen ne partage la vision de la laïcité à la française, mais sans doute la Turquie dans sa partie moderne y adhère-t-elle! Nombre d'États européens n'appliquent en rien ce que l'on prétend exiger de la Turquie... Voyez l'Irlande, la Pologne, la Grèce, sans oublier les États baltes, etc. 135

Il s'agit donc d'éclaircir la question suivante: doit-on continuer à soutenir un modèle laïc qui considère la religion au mieux comme un archaïsme et un obstacle au progrès et au pire comme une perversion de la nature humaine, ou au contraire doit-on chercher un nouveau modèle qui intègre le fait religieux? Et cette question ne concerne pas que la France et la Turquie. Certes le monde chrétien est déjà largement sécularisé, ce qui n'est pas le cas du monde arabo-musulman. Mais sur ce point la Turquie (avec quelques autres États pas moins recommandables: la Tunisie, la Syrie) est en avance sur ses coreligionnaires.

AMNÉSIE

Deux sujets doivent alors être abordés, à l'arrière-plan de notre thème: l'émigration et l'oubli de l'Histoire longue, idée chère à notre maître Braudel.

L'Europe, tout au moins ses instances qui comptent et qui décomptent, a précisé depuis longtemps qu'il lui faudra faire venir – même sélectionnés – des millions de migrants. En effet, par-delà le cas de l'émigration turque en Allemagne, dans une Europe mercantile mais thanatocratique qui n'a plus confiance en l'avenir et qui ne fait plus d'enfants au point que le renouvellement de sa population est compromis, le réservoir des jeunes Turcs est comme une promesse face aux fantasmes de l'invasion par les affamés du Sud. De deux maux, il

faudra bien choisir le moindre... C'est ce que comprirent nos ancêtres qui firent confiance à la Turquie kémaliste. Mais, plus loin dans le temps, François I^{er} s'était allié au Grand Turc, à Soliman le Magnifique, pour assurer la sécurité de l'Europe à la française et s'opposer aux prétentions méditerranéennes de Charles Quint. Et les Échelles du Levant contribuèrent longtemps à notre prospérité, en tout cas à celle de Marseille, avant que la France (et l'Angleterre) ne juge préférable de s'installer sur place.

136 Mais surtout comment pouvons-nous oublier ce que Claude Lefort appelle « les archives de notre ontogenèse » ? La Turquie est européenne parce qu'elle est en Méditerranée et qu'elle a participé de tout temps à la constitution de cet espace comme entité civilisationnelle, et ce depuis au moins le paléolithique.

Les monuments grecs sont plus nombreux en Turquie que partout ailleurs et les touristes européens ne s'y trompent pas qui, par milliers, visitent Éphèse, Pergame, Aphrodisias comme autant de hauts lieux de la pensée et de l'art européens. Voilà pour nos origines grecques.

C'est encore en Anatolie, à travers ses synagogues, que s'est propagé le judéo-christianisme naissant, et les Actes des Apôtres évoquent des lieux bien familiers : « Épîtres aux Éphésiens », car Paul se rend souvent à Éphèse mais aussi en Grèce, à Chypre, etc.

C'est encore en ces lieux que l'Occident chrétien va se fracturer en raison de l'hégémonie et de l'intolérance de l'Église de Rome, avec l'excommunication en 1054 de Michel Cérulaire et la rupture avec les Églises dites d'Orient. Pouvons-nous imaginer qu'une Europe jusqu'à l'Oural serait majoritairement... orthodoxe ?

Puis, c'est l'Empire ottoman qui accueille les juifs chassés d'Al-Andalus au moment de la *Reconquista* par des chrétiens bien moins tolérants que les musulmans d'alors – car l'islam turc est un islam tardif (la Péninsule n'est vraiment islamisée que vers le XIII^e voire le XIV^e siècle), syncrétique, laissant une large place aux confréries et au mysticisme ainsi qu'aux autres confessions. Faut-il rappeler que ce sont les laïques nationalistes et non les musulmans qui sont les principaux responsables du génocide arménien, parce qu'ils avaient, au nom de l'Unité nationale républicaine et laïque, rompu le pacte du pluralisme religieux et ethnique ?... Amnésie ou ignorance de tous ceux qui en ont fait un argument pour le « non » !

Enfin, et ce n'est pas le moindre de ses paradoxes, la Turquie est le seul État « musulman » qui entretient des relations avec l'État hébreu.

ISLAM VERSUS OCCIDENT !

Même si l'Europe est dans l'espace de la mondialisation dont elle essaie de contourner les effets néfastes en s'unissant, en s'élargissant, elle est aussi une idée et elle prétend donc avoir une identité propre. Mais on a vu qu'à la fois elle proclame son identité chrétienne et que parfois elle la récite. D'aucuns ajoutent – ce qui est ambigu sur le plan religieux mais pas dans l'imaginaire – qu'elle a des racines « judéo-chrétiennes ». C'est faire l'impasse sur l'importance de l'apport des musulmans d'al-Andalus qui nous ont fait connaître la philosophie grecque et qui ont apporté de grandes innovations technologiques en agriculture et en art; mais c'est aussi négliger la présence musulmane en Europe même par-delà la désastreuse image de l'éclatement de la Yougoslavie.

137

Il faudrait enfin cesser d'opposer islam et Occident, ne serait-ce que parce qu'il y a plusieurs islam-s et plusieurs Occident-s. Quand M^{me} Rice vient en Europe invoquer « nos valeurs », je ne suis pas sûr que tous les Européens se retrouvent dans les valeurs américaines, voire anglo-saxonnes. Il y a aussi plusieurs Europes: Europe de l'Ouest, Europe de l'Est, Europe cadette, Europe des régions, Europe des peuples, Europe protestante, Europe orthodoxe, Europe fédérale, Europe libérale, voire franchement capitalistiquement sauvage, Europe tournée vers le Sud... Ne nous arrêtons pas davantage à une nouvelle *Mitteleuropa* !

Pourquoi la belle Europe ne serait-elle pas aussi spirituelle? Byzance, Istanbul, Constantinople, le Bosphore, que de manques à rêver que pourrait combler une Europe qui n'a plus d'utopies et qui se replie sur ses hexagones !

Certains arguent du fait que seule une toute petite partie de la Turquie est en Europe, à une époque où l'argent, les marchandises (et un peu moins les hommes) circulent et où tout le monde zappe, blogue et surfe sur le web... Certes les frontières, elles aussi, sont imaginaires et la Turquie est au croisement d'une certaine idée de l'Europe et de l'Orient. Concrètement elle est une part du monde arabo-musulman en connexion avec l'Asie, avec une forte tradition de relation entre les christianismes et les islams. Une culture de médiation. La Turquie est l'un de nos rares garants d'une possible relation avec le monde musulman. Il n'est donc pas de notre intérêt de la repousser au nom de cet antagonisme islam/Occident.

De plus, donner un signe fort et amical par ces temps troublés aux musulmans qui optent pour la sécularisation, pour la démocratie, qui se battent contre leur propre dictature (que souvent nous soutenons pour des raisons mercantiles) et contre leur propre intégrisme, un tel signe peut être aussi une assurance de non-guerre face à un avenir incertain. Beaucoup d'hommes et de femmes de ces régions attendent ce geste fort de l'Europe, bien que nous les ayons trompés si souvent ! Leurs attentes ne devraient pas être une fois encore déçues, à moins de vouloir les précipiter dans les bras de ceux que nous considérons comme les ennemis mortels de cet Occident frileux. Un exemple de cette tentation se produit sous nos yeux : fatigués de la mauvaise foi de nos médias télévisés sur le monde arabo-musulman, de plus en plus de musulmans, même en Europe, regardent les chaînes arabes et la francophonie baisse dramatiquement de l'autre côté de la Méditerranée. N'oublions pas que par sa culture la Turquie a des liens et contrôle en partie toute la « turkménité » jusqu'aux frontières chinoises.

138

Les « hommes-ponts » sont nombreux en Méditerranée, ne serait-ce que par les liens universitaires, mais il y a peu d'« États-ponts » et la Turquie représente sur ce plan une perle rare. Il ne faut donc pas la repousser sans cesse, quelles que soient ses faiblesses en voie de correction. Il y va de notre intérêt d'avoir à nos portes et à nos côtés une Turquie stable et moderne. Mais il n'est pas nécessaire qu'elle y perde son âme ! Même s'il paraît évident que l'adhésion de la Turquie à l'Europe serait par ailleurs la garantie de son « occidentalisation », déjà largement entamée, dont certains rêvent ici et là-bas.

Mais ce serait aussi une belle réponse à tous ceux, de droite et de gauche, religieux ou laïques, qui persistent à ne regarder le monde positivement ou négativement qu'en termes religieux. Nous montrions ainsi que, au-delà du Bosphore, nous ne voulons pas d'une guerre annoncée des civilisations.

R É S U M É

La Turquie est déjà en Europe tant sur le plan commercial que géostratégique et la campagne électorale avant le référendum sur le traité constitutionnel – qui a systématiquement utilisé la peur comme argument – a montré la mauvaise foi et l'ignorance de la classe politique sur ce sujet. Or notre intérêt, cynique, est que la Turquie soit une alliée de l'Europe en tant que « pont » aussi bien vers le monde arabo-musulman que vers l'Asie.